

ASSEMBLÉE NATIONALE

21 mai 2026

**AVENANT 25 FÉVRIER 2026 AU PROTOCOLE D'ACCORD RELATIF À L'ASSURANCE
CHÔMAGE - (N° 2809)**

| | |
|--------------|--|
| Commission | |
| Gouvernement | |

Rejeté

N° 5

AMENDEMENT

présenté par

M. Clouet, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, M. Arnault, Mme Belouassa-Cherifi, Mme Bentorki, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Cadalen, M. Caron, M. Carrière, Mme Cathala, M. Cernon, Mme Chikirou, M. Coquerel, M. Coulomme, M. Delogu, M. Diouara, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Feld, M. Fernandes, Mme Ferrer, M. Gaillard, Mme Guetté, Mme Hamdane, Mme Hignet, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Lahmar, M. Laisney, M. Le Coq, M. Le Gall, Mme Leboucher, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lejeune, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Élisabeth Martin, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Mesmeur, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Nosbé, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Ratenon, M. Saint-Martin, M. Saintoul, Mme Soudais, Mme Stambach-Terrenoir, M. Aurélien Taché, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé et M. Vannier

ARTICLE UNIQUE

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement, le groupe parlementaire de la France Insoumise entend mettre fin aux régressions des droits des demandeurs d'emploi.

Le présent projet de loi de transposition de l'avenant au protocole d'accord du 10 novembre 2023 fait suite à l'injonction du Gouvernement de réaliser 400 millions d'économie par an sur l'assurance chômage. Les négociations interprofessionnelles se sont ainsi déroulées sous la menace de la reprise en main par le Gouvernement, soit par la présentation de mesures plus restrictives à l'endroit des assurés sociaux.

Dans ce climat propre à la Macronie, les négociations ont encore une fois réduit les droits des assurés sociaux. La CGT et la CFE-CGC n'ayant pas accepté ce chantage et ayant refusé la signature l'avenant, il est difficile d'arguer que ce projet de loi repose sur le dialogue social.

De plus, ce projet de loi continue d'ignorer les causes structurelles du déficit de l'Unédic, de sorte qu'il faut s'attendre à la présentation d'une septième réforme de l'assurance chômage en dix ans.

Outre l'atonie du marché du travail, cette situation s'explique premièrement par le financement des politiques publiques (mission France Travail et France compétence et amortissement de la pandémie) à hauteur de 20% des dépenses de l'Unédic.

Deuxièmement, la non-compensation partielle des exonérations depuis substitution de la CSG aux cotisations salariales représente un manque à gagner de 12 milliards pour 2023-2026.

Troisièmement, les ponctions de l'Etat entre 2023 et 2026 de la totalité des excédents budgétaires (4,1 milliards) de l'Unédic, a amputé sa capacité au désendettement et permis de maintenir le chantage à la dette pour réduire les droits des travailleurs.

Au regard de ces éléments, la réduction des droits des assurés sociaux ayant conclu une rupture conventionnelle individuelle ne saurait réduire sur le long terme le déficit.

C'est pourquoi, le groupe parlementaire de la France Insoumise souhaite la suppression de cet article qui n'a pour unique but de précariser les demandeurs d'emploi.